



Après plusieurs semaines d'âpres négociations sur la mise en place des futurs Conseils Economiques et Sociaux, qui vont remplacer les CE+CHSCT+DP après les élections de novembre 2019, ainsi que le droit syndical associé, la direction reste arque-boutée sur des postures dogmatiques et minimalistes. Elle a même réussi le tour de force de faire l'UNANIMITÉ des quatre Organisations Syndicales Représentatives à GRDF qui se retrouvent contre elle !!!



« **Les syndicats qui, par leur nature même et leur composition, rassemblent des travailleurs d'opinions diverses, font preuve de l'esprit le plus large pour maintenir leur unité** » : Benoit FRACHON responsable CGT de 1945 à 1967.

En effet, les négociateurs de la FNME CGT doivent déployer une énergie folle pour simplement faire comprendre à la Direction de GRDF qu'elle ne dirige pas une simple usine qui fabrique des biscottes, mais exploite 200 000 km d'infrastructures Gazières enterrées avec de nombreux ouvrages gaz situés dans des immeubles d'habitation, donc difficile d'accès. C'est une particularité industrielle peu commune en France qui nécessite un haut niveau d'alerte des salariés dans l'entreprise « c'est du gaz, pas des biscottes ! ». GRDF y a tout intérêt pour maintenir cette boucle directe de retour (en dehors de tout filtre hiérarchique).

Cette notion-là, GRDF a du mal à l'entendre, la traduire dans la mise en place des CSE en termes de moyens des élus pour travailler les dossiers convenablement et permettre l'expression des salariés pour la défense de leurs intérêts tout comme celle de l'avenir du gaz. GRDF et GAZ DE FRANCE avant elle, ont une histoire sociale forte qui doit être prise en compte. Dans d'autres filiales d'ENGIE, comme ENDEL et COFELY, les Directions ont accepté des droits, moyens et dispositifs de proximité que GRDF refuse pour l'heure. La négociation sera longue et nous devons être intransigeants, notamment pour défendre l'investissement dans la sécurité, le droit du travail, pour l'intérêt général plutôt que **Vers l'Actionnaire**.

Aussi, l'ensemble des représentants élus du personnel en CCE, dans le cadre de l'intersyndicale à GRDF, a refusé de siéger lors de la séance de ce 17 janvier afin d'exprimer leur colère par rapport au dialogue social très tendu. La séance que le Président de l'organisme avait convoquée unilatéralement (pas de signature du secrétaire), ne s'est donc pas tenue.

Autre preuve de ce dialogue social très tendu, la CGT n'a pas signé l'accord sur les mesures salariales à GRDF, la Direction ayant fait le choix de remonter les richesses **Vers l'Actionnaire** plutôt que vers les travailleurs, ceux-là mêmes qui créent et produisent la véritable **Valeur Ajoutée** de l'entreprise.

Le seul point à l'ODJ était le « Plan de formation 2019 », pour information, sujet que nous demanderons de reporter à la prochaine séance.

L'explosion survenue ce samedi 12 janvier, rue de Trévise à Paris, a une nouvelle fois meurtri de nombreux usagers, citoyens et sapeurs-pompiers.

La CGT s'associe à la peine des nombreuses personnes qui, touchées dans leur corps et dans leur chair, sont traumatisées par ce dramatique évènement. Nous adressons nos plus sincères condoléances aux familles des victimes, endeuillées pas ce drame.